

Communiqué de presse

Secteur principal de la construction :

Alors que la SSE nationale accepte enfin d'ouvrir des négociations, la section genevoise de la SSE refuse de négocier

Alors que les instances patronales nationales s'ouvrent enfin timidement au dialogue social avec les syndicats, c'est au tour de la SSE de Genève de refuser toute négociation, alimentant les tensions sociales et le risque de grève.

Les employés de la construction demandent l'amélioration de leurs protections. Si certaines de leurs revendications, comme la retraite ou les salaires, commencent enfin d'être discutées au niveau national, d'autres sujets essentiels à la protection des travailleurs doivent être négociés au niveau cantonal. C'est notamment le cas du fonds intempérie, actuellement en cours d'élaboration entre les partenaires sociaux du canton de Vaud, mais toujours pas négocié à Genève.

Autres sujets on ne peut plus sensibles au bout du lac, l'explosion du nombre de travailleurs intérimaires sur les chantiers genevois, les nombreux licenciements pratiqués à Genève sur des travailleurs âgés ou encore la lutte contre la sous-enchère salariale.

Lors de la grève du 11 novembre à Genève, les maçons n'ont demandé qu'une chose à la SSE de Genève : l'ouverture immédiate de négociations sur ces différents points. Hier, lundi 16 novembre, les syndicats genevois ont rencontré la SSE pour connaître sa détermination. Hélas, les négociations ne sont toujours pas à l'ordre du jour pour la SSE de Genève, qui a refusé de discuter d'aucun des points mentionnés ci-dessus.

Une négociation indispensable

Par ce refus de négocier, les employeurs genevois jouent avec le feu et alimentent le risque de conflit social à Genève. Les syndicats ne peuvent qu'espérer que les employeurs entendent raison et reprennent le chemin du dialogue social. A défaut, ce sera aux travailleurs de décider de la réponse à donner à la SSE de Genève.

Les syndicats appellent donc d'une part la SSE de Genève à revenir sur sa position et à ouvrir des négociations constructives pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés sur les chantiers genevois et, d'autre part, les syndicats convoquent les travailleurs de la construction pour une assemblée générale le jeudi 10 décembre à 7h30 sur la place des 22 cantons. Lors de cette assemblée et selon l'évolution ou non de la position de la SSE de Genève d'ici-là, les travailleurs décideront de la réponse à donner aux employeurs.